

Démocratie et citoyenneté

Nos institutions

Depuis plus de soixante ans, les institutions de la Cinquième République ont assuré à notre pays la démocratie et la stabilité. Mais de nombreux signes de distance, voire de défiance, des Français face à nos institutions et à ceux qui les représentent sont aujourd'hui perceptibles. Le système politique est souvent perçu comme trop peu efficace, trop peu représentatif, trop peu responsable, et nombre de nos concitoyens se tiennent éloignés

des urnes. Sur 47 millions de Français inscrits sur les listes électorales, 36 millions se sont exprimés au 1er tour de l'élection présidentielle, mais seulement 18 millions au 2nd tour des élections législatives.

Le gouvernement a déposé devant le Parlement un projet de loi comprenant : l'interdiction du cumul de plus de trois mandats identiques successifs,

la réduction d'un tiers du nombre de parlementaires et l'introduction d'une dose de proportionnelle.

Être citoyen

La participation aux élections n'est pas la seule manifestation de la citoyenneté et de l'attachement des Français à notre vie collective. La citoyenneté se manifeste pour chacun par un ensemble de droits, mais également de devoirs. Ceux-ci prennent la forme, par exemple, du paiement de l'impôt, contribution publique qui « doit être également répartie entre les citoyens en raison de leurs facultés » (Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, article 13).

« Parmi nos devoirs, figure l'obligation de respecter les principes et les valeurs de la République. La laïcité est l'une de ces valeurs : elle fait partie de notre tradition politique et juridique. »

#GrandDébat

Parmi les devoirs, figure l'obligation de respecter les principes et les valeurs de la République. La laïcité est l'une de ces valeurs. Elle fait partie de notre tradition politique et juridique. Comme l'indique clairement la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat, la laïcité est un principe de liberté et d'égalité. Un principe de liberté, car la laïcité consiste d'abord à garantir à chacun la liberté de conscience ainsi que la liberté d'exercer un culte ou de n'en suivre aucun. C'est aussi un principe d'égalité, qui prend la forme d'une stricte neutralité de l'Etat et des pouvoirs publics vis-à-vis des religions. La laïcité donne lieu à des débats récurrents, notamment quant à la nécessité de renforcer les modalités de son application.

La citoyenneté s'exprime également par différentes formes d'engagement. La loi du 10 mars 2010 a créé un service civique, qui permet aux jeunes de 16 à 25 ans (30 ans pour les personnes en situation de handicap depuis 2015) de s'engager pour une durée de 6 à 12 mois dans une mission d'intérêt général.

Dans le cadre des armées, de la gendarmerie, de la sécurité civile, de la police nationale, mais aussi de l'éducation nationale, la réserve citoyenne permet à ceux qui le souhaitent de contribuer à l'action des pouvoirs publics et au lien entre ces institutions et la société civile.

La vie associative est une tradition à la fois ancienne et vivace. 16 millions de Français ont un engagement bénévole. Le secteur associatif représente 1,8 million d'emplois.

Cependant, notre société est traversée par des « fractures », sociales ou territoriales, par la tentation du repli sur soi.

La montée des individualismes comme celle des communautarismes est souvent dénoncée, et les comportements inciviques et formes diverses d'« incivilités » affectent nos concitoyens, à commencer souvent par les plus fragiles.

Immigration et intégration

Les migrations font partie de l'histoire de la France, en particulier de son histoire récente. Par ailleurs, **le Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 affirme l'attachement de la France au droit d'asile**, en disposant que « tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République » (article 4).

La part des personnes immigrées dans la population française était de 7,4 % en 1975 et de 9 % en 2013. En comparaison internationale, la France est dans la moyenne des pays de l'OCDE. Deuxième pays le plus peuplé de l'Union européenne, elle se situe 16e sur les 28 en proportion des étrangers dans la population totale. En 2015, 7,3 millions de personnes nées en France ont au moins un parent immigré, soit 11% de la population. Parmi eux, 45% sont d'origine européenne (Espagne, Italie, Portugal), 31% sont issus du Maghreb, 11% d'Afrique Subsaharienne, 9% d'Asie et 4% d'Amérique et Océanie.

Depuis la fin des années 2000, le nombre de premiers titres de séjour délivrés est d'environ 200 000 par an. Il a progressé entre 2012 et 2017, dans un contexte de crise migratoire internationale, pour atteindre 230 000 en 2016, puis 242 000 en 2017. Pour 2017, les augmentations concernent l'immigration professionnelle, les étudiants, les bénéficiaires du droit d'asile (environ 32 000 titres délivrés pour 100 000 demandes) et le regroupement familial qui est protégé par la Constitution.

Après la crise migratoire, les demandes d'asile décroissent désormais en Europe, mais continue d'augmenter en France : 53 000 demandes en 2010, plus de 100 000 en 2017. Les admissions au statut de réfugié ont également progressé : 10 000 en 2010, 11 500 en 2013, 26 500 en 2016, 32 000 en 2017.

Enfin, s'agissant de la lutte contre l'immigration irrégulière, 27 373 éloignements et départs volontaires ont été mis en œuvre en 2017.

La loi du 10 septembre 2018 pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie vise par exemple à réduire à 6 mois le délai moyen de traitement des demandes d'asile, pour être plus efficace, et à doubler le volume horaire des cours de langue française que doivent suivre les étrangers admis au séjour en France, pour favoriser l'intégration de ceux que nous accueillons.

Contribuer au débat Démocratie et citoyenneté

#GrandDébat

Vie institutionnelle et démocratique

01. En qui faites-vous le plus confiance pour vous faire représenter dans la société et pourquoi ?

Le Maire car on a de la proximité et on a confiance.
On fait également confiance à la classe politique même si celle-ci est décriée
Le citoyen doit également bien s'informer pour se faire son avis.

02. En dehors des élus politiques, faut-il donner un rôle plus important aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles ?

☒ Oui ☒ Non

Si oui, à quel type d'associations ou d'organisations ? Et avec quel rôle ?

Pour remonter les informations, proposer des solutions et des évolutions, faire du lien, défendre des idées.
Il faut aussi penser aux associations de village qui génèrent du lien social, aux associations humanitaires, handicapé, resto du cœur.

03. Que faudrait-il faire pour renouer le lien entre les citoyens et les élus qui les représentent ?

Faire des débats participatifs plus souvent

04. Le non-cumul des mandats instauré en 2017 pour les parlementaires (députés et sénateurs) est :

- ☒ Une bonne chose ☐ Une mauvaise chose ☐ Je ne sais pas

Pourquoi ?

Permet d'être plus présent dans les institutions (assemblée nationale, sénat). Cela a l'avantage de renouveler les élus qui doivent garder pied dans la vie de la cité. La politique ne doit pas être un métier.

05. Que faudrait-il faire pour mieux représenter les différentes sensibilités politiques ?

Mieux équilibrer la représentation de chacun.
Inciter les jeunes à aller voter.

06. Selon vous, faut-il introduire une dose de proportionnelle pour certaines élections, lesquelles ? (plusieurs réponses possibles)

- ☒ Législatives ☒ Régionales ☒ Départementales
☐ Il ne faut pas introduire de proportionnelle

07. Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre de parlementaires (députés + sénateurs = 925) ?

- ☒ Oui ☒ Non

Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre d'autres élus ?

- ☒ Oui ☒ Non

Si oui, lesquels ?

ERREUR DU FICHIER : LA REPONSE A CETTE QUESTION EST NON.

08. **Que pensez-vous de la participation des citoyens aux élections et comment les inciter à y participer davantage ?**

Il faut mieux éduquer les jeunes quant à l'importance du droit de vote.
Rendre confiance aux politiques.
Voter en semaine.
Redonner une image positive des élus.

09. **Faut-il rendre le vote obligatoire ?**

☒ Oui ☒ Non

10. **Faut-il prendre en compte le vote blanc ?**

☒ Oui ☒ Non

Si oui, de quelle manière ?

Reconnaissance dans les résultats. Cela rend plus légitime le résultat (à coupler avec le vote obligatoire).

11. **Que faudrait-il faire aujourd'hui pour mieux associer les citoyens aux grandes orientations et à la décision publique ? Comment mettre en place une démocratie plus participative ?**

Faire plus de débats participatifs.
Faire plus d'échanges.
Mettre en place un peu de numérique pour questionner les citoyens.

12. **Faut-il avoir davantage recours au référendum au niveau national ?**

☒ Oui ☒ Non

Faut-il avoir davantage recours au référendum au niveau local ?

☒ Oui ☒ Non

13.

Faut-il faciliter le déclenchement du référendum d'initiative partagée (le RIP est organisé à l'initiative de membres du Parlement soutenu par une partie du corps électoral) qui est applicable depuis 2015 ?

☒ Oui ☒ Non ☐ Je ne sais pas

Si oui, comment ?

Erreur du fichier, la réponse est non.

14.

Faut-il tirer au sort des citoyens non élus pour les associer à la décision publique ?

☒ Oui ☒ Non ☐ Je ne sais pas

15.

Que faudrait-il faire pour consulter plus directement les citoyens sur l'utilisation de l'argent public, par l'État et les collectivités ?

Erreur du fichier, la réponse est non.

16.

Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil économique, social et environnemental, doivent-elles jouer pour représenter nos territoires et la société civile ?

Faut-il encore connaître le rôle du CESE !!!

Faut-il les transformer ?

☒ Oui ☒ Non

Si oui, comment ?

Vie citoyenne

17.

Diriez-vous que l'application de la laïcité en France est aujourd'hui :

☐ Satisfaisante ☒ À améliorer ☐ À modifier profondément

18.

Que proposez-vous pour renforcer les principes de la laïcité dans le rapport entre l'État et les religions de notre pays ?

Former et éduquer les représentants des religions à la laïcité.

19.

Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ?

Pas répondu

20.

Que faudrait-il faire aujourd'hui pour renforcer l'engagement citoyen dans la société ?

Pas répondu

21.

Quels sont les comportements civiques qu'il faut promouvoir dans notre vie quotidienne ou collective ?

Respecter les autres.
Le vivre-ensemble.
La tolérance.
Le respect des institutions.
L'engagement citoyen.

22.

Que faudrait-il faire pour favoriser le développement de ces comportements civiques et par quels engagements concrets chacun peut-il y participer ?

Récompenser le citoyen qui donne du temps à la collectivité.
Récompenser l'engagement intergénérationnel.

23.

Que faudrait-il faire pour valoriser l'engagement citoyen dans les parcours de vie, dans les relations avec l'administration et les pouvoirs publics ?

Renforcer le service civique.
Favoriser la culture du don contre don.
Favoriser, en fin de carrière, le partage de son activité entre vie professionnelle et engagement sociétal.

24.

Quelles sont les incivilités les plus pénibles dans la vie quotidienne et que faudrait-il faire pour lutter contre ces incivilités ?

L'irrespect des choses et des gens.
L'irrespect de la nature.
L'irrespect des règles de vivre ensemble.
Incivilités routières.
Comportements agressifs.

25. Que peuvent et doivent faire les pouvoirs publics pour répondre aux incivilités ?

Appliquer le code pénal et les lois. Rappel à la loi.
Sensibiliser, éduquer et contrôler. Éducation civique à renforcer.
Se parler et communiquer.
Stop à l'insécurité. Stop au laxisme sur les trafics en tous genres qui représentent encore plus d'impact que de "simples" incivilités.
Remettre en place un service civique à défaut d'un service militaire pour tous les jeunes hors circuit scolaire ou professionnel. Cette période suffisamment longue et éducative permettrait peut-être à certains d'éviter de tomber dans la délinquance.
Remettre en place les travaux d'intérêts généraux.
Informer sur ce qu'est le vivre en société, "le vivre ensemble" dès l'enfance, dans les écoles, collèges, lycées.

26. Quel pourrait être le rôle de chacun pour faire reculer les incivilités dans la société ?

Travailler sur la tolérance et la bienveillance.
Savoir s'ouvrir et aller vers les gens "différents".
Montrer l'exemple mais guère plus car le citoyen de base n'a aucune autorité légale.
Expliquer les coûts et temps induits.
Se comporter vis-à-vis des autres avec respect.
S'écouter, partager des valeurs de solidarité.
Parler.

27. Quelles sont les discriminations les plus répandues dont vous êtes témoin ou victime ?

Le racisme (cf. les derniers résultats des élections locales comme à Thorey-en-Plaine)
L'homophobie.
Discrimination envers les femmes, sexisme.
Discrimination envers les personnes en situation d'handicap.
Discrimination par rapport au poids.
Discrimination par rapport à l'âge.

28. Que faudrait-il faire pour lutter contre ces discriminations et construire une société plus solidaire et plus tolérante ?

Favoriser la mixité culturelle et sociale.
Éduquer en particulier via les écoles. L'éducation reste le vecteur de communication essentiel sur ces sujets. A défaut, pour tous les jeunes déscolarisés trop tôt, on revient à la nécessité de l'obligation du service "civique".
Apporter des réponses aux questions précédentes.
Lutter contre les injustices.
Mieux répartir les richesses.
Réduire les écarts entre les très hauts revenus et les plus bas. Assurer à chacun des ressources permettant des conditions de vie décentes. Développer les formations permettant d'accéder à un travail.
Parler de vraies valeurs et ne pas se focaliser sur l'image, les réseaux sociaux.
Faire des rencontres entre les générations.

29. Pensez-vous qu'il faille instaurer des contreparties aux différentes allocations de solidarité ?

☒ Oui ☒ Non

Si oui, lesquelles ?

Des devoirs en contrepartie des droits (ex : travaux d'utilité collectifs).
Proposer des formations permettant d'obtenir des qualifications qui correspondent aux métiers actuels et futurs mais aussi valoriser les formations menant à des métiers manuels pour lesquels il est difficile de trouver une main d'œuvre qualifiée (mieux les rémunérer).

Immigration et intégration

30. Que pensez-vous de la situation de l'immigration en France aujourd'hui et de la politique migratoire ? Quelles sont, selon vous, les critères à mettre en place pour définir la politique migratoire ?

La politique migratoire a été durcie avec M. Valls. La France n'est plus la terre d'accueil qu'elle a été.
Aujourd'hui on a moins besoin d'une immigration économique mais la France devrait être une terre d'accueil (liberté-égalité-fraternité).
Une immigration choisie (ex : Canada)? Plus aucune immigration subie : la France n'a plus les moyens d'accueillir toute la misère du monde et c'est peut être se donner bonne conscience que de laisser les guerres et les famines dans les pays d'origines ? Une vraie force internationale devrait essayer d'y remédier.
La situation est mal gérée. Demander aux Etats d'origine de les organiser, que les fonds qui leurs sont alloués aillent aux destinataires dans l'économie locale et ouvrière, voir limiter les naissances.
Respecter le droit d'asile.
Lutter contre l'immigration clandestine.

31. En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ?

-Non, il faut arrêter de comptabiliser l'Humain.
-Les obligations telles qu'elles existent aujourd'hui doivent être revues. Les nouveaux objectifs doivent être définis en fonction de nos besoins et non sur des quotas de populations qui majoritairement deviennent une charge pour la Nation.
-La ou les lois ne résoudront rien sans régulation, organisation et offres locales.
-L'effort d'accueil doit être mieux partagé par tous les pays qui composent l'union européenne. Les décisions doivent être débattues à ce niveau notamment en fonction des flux migratoires et des réalités du moment.
-oui

32. Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ?

Développer la coopération avec les pays étrangers pour mieux connaître l'immigration.
Arrêter de considérer toute personne étrangère qui arrive en France comme une "menace".
Avoir une vraie entente internationale pour régler les problèmes des flux migratoires dans les pays d'origines.
Les populations doivent avoir envie de vivre chez eux sans être déracinées par une immigration forcée.
Répondre à la question 30 !
Développer notre diplomatie dans le monde et notamment avec les pays concernés.
Avoir une politique d'aide au développement afin de limiter l'immigration économique.
Renforcer le rôle de l'Europe.

33. Quelles sont, selon vous, les modalités d'intégration les plus efficaces et les plus justes à mettre en place aujourd'hui dans la société ?

L'éducation.

La mixité.

La laïcité.

Cela se fait naturellement pour une immigration choisie en fonction de nos besoins. Continuer cette politique migratoire subie c'est à coup sûr aller vers une montée encore plus significative des mouvements extrémistes et nationalistes.

Respecter les lois, les habitudes et apprendre la langue. Avoir une vraie volonté de s'intégrer socialement et économiquement. Ne pas vouloir imposer ni religions, ni coutumes, ni pratiques (ex : excision).

Un accueil décent : couvrir nourriture, logement, apprentissage de la langue française, information sur nos lois.

34. Y a-t-il d'autres points sur la démocratie et la citoyenneté sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

La fiscalité et les dépenses publiques

Le Diagnostic

Le vote annuel du « budget » par les parlementaires permet à l'Etat de collecter les impôts pour financer toutes les actions publiques. Les finances publiques de la France sont marquées par **le niveau de dépense publique le plus élevé des pays développés lorsqu'il est rapporté au produit intérieur brut (PIB)**.

La dépense publique s'est élevée à 56,5 % du PIB en 2017. Pour financer ces dépenses, nous avons recours aux impôts et aux cotisations sociales, qui constituent

ce qu'on appelle les « prélèvements obligatoires ».

Le taux de prélèvements obligatoires en France s'est élevé à 45,3 % de PIB en 2017. Il est en hausse constante depuis 50 ans et est aujourd'hui le plus élevé des pays riches. Cela signifie que près de la moitié de la richesse produite est prélevée par l'Etat, la sécurité sociale et les collectivités locales. La dépense publique finance de nombreux services publics (police, hôpital, armée, tribunaux,

écoles, universités,...), mais pas seulement : elle regroupe aussi ce qu'on appelle les prestations ou aides sociales (retraites, assurance maladie, aides au logement, allocations familiales, allocation adultes handicapés, revenu de solidarité active...), ainsi que le remboursement des intérêts de la dette.

Tableau

Ce que financent 1000 euros de dépenses publiques

Dépenses	Sous-dépenses	Pour 1000€ en France
Protection sociale	dont retraites	268 €
	dont assurance-maladie	191 €
	dont famille (ex : allocations familiales)	42 €
	dont chômage	35 €
	dont aide au logement (ex : APL)	17 €
	dont autre solidarité (ex : prime d'activité, RSA)	22 €
	Sous total protection sociale	575 €
Dépenses sectorielles	dont affaires économiques (ex : crédits d'impôts aux entreprises, soutien aux ENR, aides sectorielles, subventions et avances pour l'innovation)	53 €
	dont transport et équipements collectifs (ex : développement et entretien des réseaux routiers, ferroviaires et fluviaux)	43 €
	dont culture (ex : frais de fonctionnement des musées nationaux)	22 €
	dont environnement (ex : gestion de l'eau et des déchets)	16 €
	dont infrastructures (ex : éclairage public)	9 €
	Sous total dépenses sectorielles	143 €
Services publics régaliens	dont défense	31 €
	dont sécurité	25 €
	dont justice	4 €
	Sous total régalien	60 €
Education		96 €
Recherche		23 €
Administrations publiques (services des impôts, mairies et autres collectivités territoriales, préfectures, ambassades-consulats, caisses de sécurité sociale, etc.)		66 €
Charge de la dette		37 €

Source : Eurostat, calculs DG Trésor

Pour donner une première idée, les trois principaux postes de dépense publique sont les retraites, l'assurance maladie et l'Education nationale : ils représentent, pris ensemble, plus de 55% de la dépense publique.

Pour mettre en perspective les ordres de grandeur, nous rappelons que sur 1000 euros de dépenses publiques, l'ensemble des dépenses relatives à l'Assemblée nationale, au Sénat et au Gouvernement représente 1 euro.

- Malgré le niveau élevé de prélèvements obligatoires, la France est en déficit depuis 1974. Ce qui signifie que chaque année, l'administration dépense plus que ce qu'elle perçoit. Les niveaux de déficit et de dette publics sont supérieurs à la moyenne de nos partenaires européens.
- En 2017, pour 100 € perçus par les administrations publiques, elles ont dépensé 105 €.
- Or le déficit public peut être réduit de deux manières : soit en augmentant les impôts, soit en diminuant les dépenses.

Les impôts et les prestations assurent une redistribution des revenus

Le niveau de vie des 20% des Français les plus pauvres est augmenté de près de 75 % grâce à la redistribution. Leur revenu mensuel moyen passe de 560 € à 960 € sous l'effet de la redistribution.

Cette redistribution repose principalement sur : (i) les prestations et aides sociales (allocations familiales et minima sociaux comme le RSA (revenu de solidarité active), le minimum vieillesse, l'allocation adultes handicapés, allocations logement) ; (ii) la progressivité de l'impôt, c'est-à-dire le fait que plus votre revenu est important, plus le taux d'imposition qu'on y applique est élevé.

Par exemple, l'impôt sur le revenu n'est payé que par 44 % des ménages et, parmi ces 44%, ceux qui ont des revenus plus élevés sont soumis à des taux d'impôts plus élevés.

Les français bénéficient de prestations sociales importantes

Le taux important des dépenses reflète un niveau élevé de prestations sociales (assurance maladie, chômage et retraite) financées par des contributions (cotisations sociales, CSG). C'est le choix

«La société que nous voulons est une société dans laquelle pour réussir on ne devrait pas avoir besoin de relations ou de fortune, mais d'effort et de travail»

Emmanuel Macron

#GrandDébat

fait par la France en 1945 avec la création de la sécurité sociale. D'autres pays ont fait le choix d'avoir un système d'assurance maladie ou de retraite public moins généreux ; leurs citoyens reçoivent moins de prestations et paient donc moins d'impôts, de cotisations ou de taxes ; en contrepartie, ils recourent pour leur couverture maladie ou pour leur retraite à des systèmes d'assurance privée auxquels ils cotisent par ailleurs. En matière de retraites, la France a choisi un système par répartition (chaque personne qui travaille paye sur son salaire de quoi financer les pensions des retraités actuels) plutôt que par capitalisation. Par ailleurs, l'âge moyen de départ en retraite est inférieur à celui des autres pays comparables.

Le poids des impôts et des cotisations sociales est un enjeu pour la compétitivité de l'économie française

Le niveau du coût du travail, notamment en raison des cotisations sociales, est plus élevé en France que dans de nombreux autres pays développés (fin 2018, le coût moyen de l'heure de travail dans l'industrie et les services marchands est de 38,3€ en France contre 36,6€ en Allemagne, 28,1€ en Espagne et 25,6€ au Royaume-Uni). Cela pèse sur l'emploi en France et sur la compétitivité des entreprises, c'est-à-dire sur leur capacité à gagner des parts de marché et de nouveaux clients, car le coût d'un salarié est plus cher qu'ailleurs. De même, la fiscalité des entreprises françaises est aujourd'hui supérieure à celle de leurs concurrentes étrangères.

Les enjeux du débat

Conformément aux engagements du président de la République, le gouvernement s'est fixé les objectifs suivants :

- Baisser la dépense publique (de 3 points de PIB d'ici 2022) pour baisser les impôts (d'1 point de PIB d'ici 2022) et réduire la dette (plus de 5 points de PIB au même horizon) laissée à nos enfants.
- Rendre 10 milliards d'euros aux Français (par la suppression de la taxe d'habitation pour les 80% les moins aisés) en plus de toutes les mesures encourageant le travail.
- Encourager le travail (baisse des cotisations payées par les actifs, exonération de cotisations salariales et d'impôt sur le revenu pour les heures supplémentaires, hausse de la prime d'activité).
- Encourager l'investissement en France et réduire le chômage :
 - Baisser le taux d'impôt sur les sociétés à 25% (soit la moyenne des pays européens comparables) pour toutes les entreprises en 2022 ;
 - Rendre la fiscalité du capital comparable à celle des autres pays européens pour stimuler l'investissement, y compris en supprimant l'ISF sur les actifs non immobiliers.
- Tenir les engagements en matière de défense, de police et de justice et d'aide à nos concitoyens les plus vulnérables (revalorisation du minimum vieillesse, de l'allocation aux adultes handicapés).

Le grand débat doit éclairer le gouvernement pour :

- Répondre à la demande des citoyens de mieux connaître les dépenses publiques (acteurs, objectifs, moyens) et à l'exigence de transparence sur l'utilisation des fonds publics.
- Bâtir un consensus sur le bon niveau de fiscalité au regard des prestations souhaitées.
- Établir un système fiscal plus juste et plus efficace :
 - La fiscalité écologique comme instrument pour accélérer la transition écologique : est-ce légitime de taxer ce qui pollue ?
 - Quels impôts faudrait-il, prioritairement, réduire davantage ?
- Identifier le type de dépenses publiques à baisser si le choix est fait de poursuivre les baisses d'impôts :
 - Quelles sont les économies qui vous semblent prioritaires à faire ?
 - Faut-il supprimer certains services publics qui seraient dépassés ou trop chers par rapport à leur utilité ?
 - Voyez-vous des besoins nouveaux de services publics et comment les financer ?

Contribuer au débat

La fiscalité et les dépenses publiques

#GrandDébat

01. Quelles sont toutes les choses qui pourraient être faites pour améliorer l'information des citoyens sur l'utilisation des impôts ?

Afficher le coût des projets en détaillant la participation de chacun.
Prendre des cas concrets à l'image du tableau de la page 2.
Avoir un tableau et des graphiques sur les recettes de l'État et leur utilisation.
Information sur le prix de fonctionnement des structures de l'État.

02. Que faudrait-il faire pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace ?

Réponses questions 2 et 4 : problème de fichier.
Plus de tranches sur l'impôt sur le revenu. Tout le monde doit participer, plus de proportionnalité. Revoir les règles de défiscalisation, surtout pour les hauts revenus. L'État ne doit pas trouver d'accord avec les entreprises qui fraudent et doit appliquer les règles. Concernant la TVA, il existe une injustice, faire des taux plus différenciés. Taxer les produits de luxe que les produits de première nécessité. Bien définir l'objectif de la baisse de la TVA et évaluer son atteinte.
Régler le problème des exilés fiscaux en faisant en sorte que chaque Français paye un impôt même s'il est à l'étranger (le Français devra s'acquitter de la différence d'imposition entre son pays d'origine et son pays

03. Afin de réduire le déficit public de la France qui dépense plus qu'elle ne gagne, pensez-vous qu'il faut avant tout : (1 seule réponse possible)

- | | |
|---|---|
| ☐ Réduire la dépense publique | ☐ Augmenter les impôts |
| ☐ Faire les deux en même temps | ☐ Je ne sais pas |

04. Quels sont selon vous les impôts qu'il faut baisser en priorité ?

Réponses questions 2 et 4 : problème de fichier.

Plus de tranches sur l'impôt sur le revenu. Tout le monde doit participer, plus de proportionnalité. Revoir les règles de défiscalisation, surtout pour les hauts revenus. L'État ne doit pas trouver d'accord avec les entreprises qui fraudent et doit appliquer les règles. Concernant la TVA, il existe une injustice, faire des taux plus différenciés. Taxer les produits de luxe que les produits de première nécessité. Bien définir l'objectif de la baisse de la TVA et évaluer son atteinte.

Régler le problème des exilés fiscaux en faisant en sorte que chaque Français paie un impôt même s'il est à +

05. Afin de baisser les impôts et réduire la dette, quelles dépenses publiques faut-il réduire en priorité ? (1 seule réponse possible)

- ☒ Les dépenses de l'État ☐ Les dépenses sociales
☐ Les dépenses des collectivités territoriales ☐ Je ne sais pas

06. Parmi les dépenses de l'Etat et des collectivités territoriales, dans quels domaines faut-il faire avant tout des économies ? (plusieurs réponses possibles)

- ☐ L'éducation et la recherche ☐ La défense ☐ La sécurité
☐ Les transports ☐ L'environnement ☐ La politique du logement
☒ Autres (préciser) :

Les frais de fonctionnement de l'État. Mieux gérer la répartition des prestations sociales. Faire entrer dans l'impôt les indemnités sociales.

07. Afin de financer les dépenses sociales, faut-il selon vous... (plusieurs réponses possibles)

- ☐ Reculer l'âge de la retraite ☐ Augmenter le temps de travail
☐ Augmenter les impôts
☐ Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales. Lesquelles ?

- ☒ Autres (préciser)

Baisser le chômage. Revenir au plein emploi. Rendre illégal le licenciement des entreprises bénéficiaires. Taxer les machines qui remplacent les hommes.

08. Quels sont les domaines prioritaires où notre protection sociale doit être renforcée ?

Meilleur remboursement des frais de santé. Éviter d'avoir une santé à deux vitesses (pour les riches et les pauvres). Généraliser le 1/3 payant.

Prendre en charge la dépendance et les personnes âgées car les familles sont de plus en plus mobiles +

09. Pour quelle(s) politique(s) publique(s) ou pour quels domaines d'action publique, seriez-vous prêts à payer plus d'impôts ?

La question n'est pas de baisser les impôts mais de mieux les gérer et les répartir. Dans tous les cas, il ne faut pas plus d'impôts.

10. Seriez-vous prêts à payer un impôt pour encourager des comportements bénéfiques à la collectivité comme la fiscalité écologique ou la fiscalité sur le tabac ou l'alcool ?

☐ Oui ☒ Non

11. Y a-t-il d'autres points sur les impôts et les dépenses sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

Le travail est la clef du problème. Raisonner à l'inverse : traiter le travail et pas le chômage.
Redonner de la valeur au travail. Corréler les aides au travail et ne pas favoriser la volonté de rester au chômage car les prestations sont plus avantageuses que d'aller travailler.
Faire prendre conscience que le service public à un coût.
Voter un budget à l'équilibre et donc faire des choix politiques.
Garantir le budget mais changer les mentalités des ordonnateurs à savoir qu'il ne faut pas dépenser si ce n'est pas utile. Le montant budgétaire sera quand même garanti l'année suivante : éviter ainsi les dépenses abusives en fin d'année qui permettent de justifier le besoin budgétaire l'année suivante.
Avoir une réflexion sur les impôts locaux par la mutualisation des services ou le regroupement des collectivités (ex : intercommunalité) n'a pas fait baisser la dépense publique et donc les impôts.
Mieux gérer l'attribution des dépenses sociales.



L'organisation de l'État et des services publics

Le Diagnostic

5 480 202 agents publics travaillent au service des citoyens, dans une des administrations françaises. Les services publics au quotidien, qu'est-ce que c'est ?

- 13 millions d'élèves collégiens, lycéens et apprentis pris en charge chaque jour par l'enseignement public ;
- 20 millions de patients soignés dans les services d'urgences des hôpitaux tous les ans ;

- plus de 4 millions d'interventions réalisées par les services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) chaque année ;
- plus de 39 millions d'objets acheminés par la Poste chaque jour.

Et bien d'autres choses : la police et la gendarmerie, les impôts, la Caisse d'Allocations Familiales, Pôle emploi, l'ensemble des missions d'inspection et de contrôle conduites par l'Etat dans le

champ de la sécurité sanitaire, alimentaire, de la répression des fraudes ... Et pourtant, 45 % des usagers perçoivent une dégradation de la qualité des services publics¹ et seuls 14 % des Français considèrent que les responsables politiques et les institutions prennent suffisamment en compte leurs préoccupations².

La répartition des 5 480 202 agents publics dans les différentes administrations

2 426 692

au sein de l'Etat dont 1 939 995
au sein des ministères (y compris 881 400
enseignants, 305 410 militaires, 150 707
agents au sein de la police nationale).

1 885 820

dans les collectivités territoriales dont 1 011
514 dans les communes ; 284 323 dans les
départements ; 86 330 dans les régions et
503 653 dans les établissements publics
locaux.

1 167 690

dans la fonction publique hospitalière
(hôpitaux, établissements d'hébergement
pour personnes âgées, autres
établissements médico-sociaux).

Les enjeux du débat

En partant des besoins et de l'expérience concrète des citoyens, le débat doit faire émerger des idées pour rendre les administrations et les services publics plus utiles en étant plus proches, plus simples et plus transparents.

Des services publics et des administrations plus proches : le débat doit permettre d'identifier sur le territoire les services publics ou les administrations que les citoyens considèrent comme pas ou peu accessibles, en raison de l'éloignement géographique, d'horaires d'ouverture peu adaptés ou d'une présence insuffisante par rapport aux besoins (files d'attente). L'objectif est de pouvoir constituer une cartographie « citoyenne » des besoins de services publics à l'échelle locale.

Parce que l'accessibilité des services publics passe également par le développement de services sur internet qui évitent des déplacements et des coûts inutiles, le débat doit permettre de remonter les besoins et attentes des citoyens dans ce domaine : quels services souhaiteraient-ils voir rendus accessibles par internet en priorité ?

¹ Ipsos, février 2017

² CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, janvier 2019

Parce que le développement des services en ligne ne doit pas conduire à fragiliser les citoyens les plus éloignés du numérique, le débat doit aussi être l'occasion de les écouter sur la façon dont ils souhaitent être accompagnés.

Des services publics et des administrations accessibles parce que plus simples : le débat permettra d'interroger les citoyens sur la répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales.

Les particuliers comme les entreprises pourront exprimer leur connaissance du « qui fait quoi ? » dans les administrations. Des propositions pourront être faites afin de parvenir à une plus grande adaptation

et différenciation des compétences exercées par les collectivités, en fonction de leurs besoins spécifiques. Les particuliers comme les entreprises pourront également faire part de leurs idées pour simplifier leurs relations avec l'administration lors de chaque événement de vie. Les citoyens pourront identifier les normes jugées inutiles ou trop complexes à mettre en œuvre.

Des administrations et des services publics transparents : le débat permettra d'identifier la façon dont les citoyens souhaitent que leur avis soit pris en compte. Ils pourront également s'exprimer sur la façon dont les administrations doivent rendre compte des missions rendues.

« Le débat doit faire émerger des idées pour rendre les administrations et les services publics plus utiles en étant plus proches, plus simples et plus transparents. »

#GrandDébat

Contribuer au débat

L'organisation de L'État et des services publics

#GrandDébat

L'organisation administrative

01. Que pensez-vous de l'organisation de l'Etat et des administrations en France ? De quelle manière cette organisation devrait-elle évoluer ?

Il existe trop de couches. On doit favoriser le regroupement des strates car il y a trop de compétences identiques (exemple : la restauration scolaire qui en fonction du niveau scolaire est gérée par la Région, le département, les intercommunalités, les communes....). Il manque également de la coordination entre les strates.



02. Diriez-vous que vous savez quels sont les différents échelons administratifs (Etat, collectivités territoriales comme la région, la commune, opérateurs comme par exemple Pole Emploi ou la CAF) qui gèrent les différents services publics dans votre territoire ?

☒ Oui ☐ Non

03. Pensez-vous qu'il y a trop d'échelons administratifs en France ?

☒ Oui ☐ Non

04. Quels sont les niveaux de collectivités territoriales auxquels vous êtes le plus attaché ? (plusieurs réponses possibles)

☐ La région ☒ Le département ☒ La commune ☐ L'intercommunalité

05. Selon vous, l'Etat doit-il aujourd'hui transférer de nouvelles missions aux collectivités territoriales ?

☒ Oui ☐ Non

Si oui, lesquelles ?

Les infrastructures routières.

Les services publics

06. Estimez-vous avoir accès aux services publics dont vous avez besoin ?

☒ Oui ☐ Non

Si non, quels types de services publics vous manquent dans votre territoire et qu'il est nécessaire de renforcer ?

Problème d'accompagnement des personnes âgées pour accéder aux services dématérialisés. Ex : carte d'identité, carte grise.

07. Lorsqu'un déplacement est nécessaire pour effectuer une démarche administrative, quelle distance pouvez-vous parcourir sans difficulté ?

☐ Jusqu'à 5 kms ☐ Jusqu'à 10 kms ☐ Jusqu'à 15 kms ☐ Jusqu'à 20 kms

☐ Plus de 20 kms

08. Pour accéder à certains services publics, vous avez avant tout des besoins... (plusieurs réponses possibles)

☐ Téléphoniques ☒ Numériques ☒ Physiques pour pouvoir vous rendre sur place

09. Quels nouveaux services ou quelles démarches souhaitez-vous voir développés sur Internet en priorité ?

Les "votations", les référendums.

10. Si vous rencontrez des difficultés pour effectuer vos démarches administratives sur Internet, de quel accompagnement souhaiteriez-vous bénéficier ? (plusieurs réponses possibles)

- ☒ Une formation numérique ☐ Une aide téléphonique
☒ Une prise en charge par un agent

Si prise en charge par un agent : seriez-vous d'accord pour qu'un agent public effectue certaines démarches à votre place ?

- ☒ Oui ☐ Non

11. Pour chacune des nouvelles formes de service public suivantes, pensez-vous qu'il s'agit d'une bonne ou d'une mauvaise chose :

Le regroupement dans un même lieu de plusieurs services publics (Maisons de services au public)

- ☒ Bonne chose ☐ Mauvaise chose

Les services publics itinérants (bus de services publics)

- ☒ Bonne chose ☐ Mauvaise chose

Le service public sur prise de rendez-vous

- ☒ Bonne chose ☐ Mauvaise chose

Les agents publics polyvalents susceptibles de vous accompagner dans l'accomplissement de plusieurs démarches quelle que soit l'administration concernée

- ☒ Bonne chose ☐ Mauvaise chose

12. Avez-vous déjà utilisé certaines de ces nouvelles formes de services publics ?

- ☒ Oui ☐ Non

Si oui, en avez-vous été satisfait ?

- ☒ Oui ☐ Non

Quelles améliorations préconiserez-vous ?

Problème sur le fichier impossible de décocher le "non"

13. **Quand vous pensez à l'évolution des services publics au cours des dernières années, quels sont ceux qui ont évolué de manière positive ?**

Le prélèvement à la source. Les cartes grises malgré un début très difficile.

14. **Quels sont les services publics qui doivent le plus évoluer selon vous ?**

La santé, la sécurité, l'éducation, la justice.

15. **Avez-vous déjà renoncé à des droits / des allocations en raison de démarches administratives trop complexes ?**

☒ Oui ☐ Non

16. Si vous avez été concerné par certains des événements de vie mentionnés dans le tableau ci-dessous, pouvez-vous indiquer les éléments de satisfaction ou/et les difficultés que vous avez rencontrés en précisant, pour chaque point de satisfaction et pour chaque difficulté l'administration concernée

Vous êtes un particulier :

	Points de satisfaction	Administration référente	Difficultés rencontrées	Administration référente
Je cherche une formation				
Je scolarise mon enfant				
Je cherche un emploi				
Je prépare/pars à la retraite				
Remboursement de soins de santé				
Demande d'aide pour une situation de handicap				

Vous êtes un professionnel :

	Points de satisfaction	Administration référente	Difficultés rencontrées	Administration référente
Je crée une entreprise				
Je recrute				
Je forme du personnel				
Je rémunère du personnel				
Je met fin à mon activité				
Je recrute une personne portant un handicap				

17. Connaissez-vous le « droit à l'erreur », c'est-à-dire le droit d'affirmer votre bonne foi lorsque vous faites une erreur dans vos déclarations ?

☒ Oui ☐ Non

Si oui, avez-vous déjà utilisé ce droit à l'erreur ?

☒ Oui ☐ Non

Si oui, à quelle occasion en avez-vous fait usage ?

Erreur du fichier, impossible de décocher le oui. La réponse est "non"

18. Pouvez-vous identifier des règles que l'administration vous a déjà demandé d'appliquer et que vous avez jugées inutiles ou trop complexes ?

Ne plus exiger la civilité complète comme par exemple spécifier le nom du mari ou de l'épouse.

19. Faut-il donner plus d'autonomie aux fonctionnaires de terrain ?

☒ Oui ☐ Non

Si oui, comment ?

20. Faut-il revoir le fonctionnement et la formation de l'administration ?

☒ Oui ☐ Non

Si oui, comment ?

On a toujours l'impression que cela ne marche pas.
Alléger les règles des marchés publics qui sont absurdes.
Assurer une stabilité des politiques et évaluer leurs résultats. La mise en place d'une politique est un temps long.

21. Comment l'Etat et les collectivités territoriales peuvent-ils s'améliorer pour mieux répondre aux défis de nos territoires les plus en difficulté ?

Arrêter de raisonner avec des notions de rentabilité des services publics.
Accepter le coût du service public.
Rétablir l'autorité de l'éducation nationale, de la police.
Ne pas accepter les incivilités.
Développer les maisons de santé pour prendre en charge le vieillissement de la population afin de maintenir le

22. Y a-t-il d'autres points sur l'organisation de l'État et des services publics sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

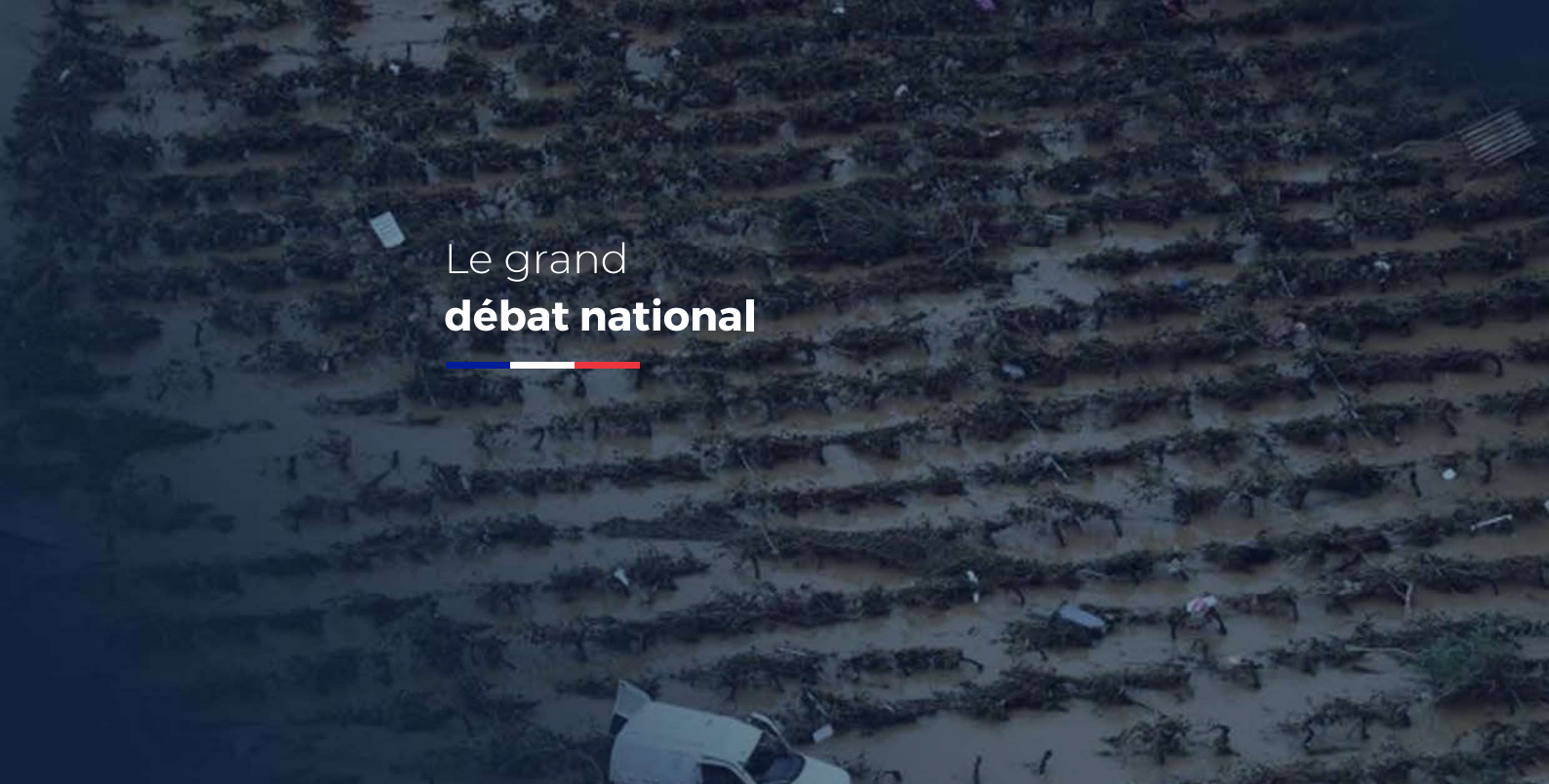
Complément sur les questions :

questions 4 : l'ordre de préférence est 1) commune, 2) Département, 3) Région et intercommunalité

question 7 : raisonnement faussé, n'est-ce pas plus l'acceptabilité d'un temps plutôt qu'une distance. De plus, cela dépend vraiment de la typologie d'un territoire. Les kms et le temps sont franchement différents entre la montagne et la plaine !

question 8 et 10 : problème du téléphone avec un numéro surtaxé. C'est anormal pour un service public. cela est aussi renforcé par les centrales d'appels dont les interlocuteurs ne personnalisent absolument pas la demande.

Une réflexion en profondeur doit avoir lieu sur les différents acteurs élus ou non à la tête de l'Etat : ministres, secrétaires d'Etat, sénateurs, députés, ... A-t-on besoin d'autant de monde avec des rémunérations et un train de vie payés par nos impôts et aussi avec des privilèges quelques fois honteux, mais historiques ! Prenons modèles sur les pays scandinaves.



Le grand débat national

La transition écologique

Le Diagnostic

2018 est l'année la plus chaude jamais enregistrée en France. Ce n'est pas un cas isolé : 9 des 10 années les plus chaudes ont eu lieu après l'an 2000. Au rythme actuel des émissions de gaz à effet de serre, le seuil critique de 2 °C de hausse de la température mondiale sera dépassé avant la fin du siècle, entraînant de manière irréversible un emballement du climat et la multiplication des catastrophes naturelles. C'est dans ce contexte alarmant que 196 pays, sur les 197 que compte l'ONU, ont signé en

novembre 2017 l'Accord de Paris sur le Climat. Cet accord, «juridiquement contraignant» engage les signataires à limiter la hausse des températures en dessous de 2°C. La France est en retard au regard de ses engagements pour atteindre cet objectif ; or nous ne sommes pas épargnés par les conséquences du dérèglement climatique comme l'ont montré les événements tragiques à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy en septembre 2017 ou dans l'Aude en octobre dernier.

Le changement climatique et la transition énergétique ont un impact direct sur notre quotidien. Les énergies fossiles (charbon, pétrole, fioul, gaz) que nous consommons pour nous déplacer ou nous chauffer, représentent aujourd'hui 70 % des émissions de gaz à effet de serre (le reste provenant essentiellement de l'agriculture). En réduire la consommation est indispensable pour limiter le changement climatique.

Notre santé est en jeu. On estime que la pollution de l'air est responsable de 48 000 décès prématurés par an dans notre pays. Les énergies fossiles sont chères. La réduction de leur consommation réduirait notre dépendance aux importations de l'étranger. Elle permettrait de préserver le pouvoir d'achat des Français, en les protégeant contre les hausses de prix.

« En France, plus de 3 millions de ménages sont d'ores et déjà en situation de précarité énergétique, c'est-à-dire qu'ils consacrent plus de 8 % de leurs revenus à se chauffer. »

#GrandDébat

C'est utile à tous, et particulièrement aux plus modestes. En France, plus de 3 millions de ménages sont d'ores et déjà en situation de précarité énergétique, c'est-à-dire qu'ils consacrent plus de 8 % de leurs revenus à se chauffer.

Les enjeux du débat

Diverses mesures ont été mises en place depuis 18 mois pour accompagner les Français. Ces mesures s'ajoutent à celles mises en place par les collectivités locales, les entreprises ou les associations.

- Passer à un véhicule (neuf ou d'occasion) plus propre et moins coûteux à l'usage, grâce à la prime à la conversion (jusqu'à 5000 € d'aide). Par exemple, remplacer une voiture qui consomme plus de 7 litres aux 100 km (plus de la moitié des voitures françaises) par une voiture qui consomme 5 litres aux 100 km permet de réduire de 30 % la facture de carburant.
- Accéder à de nouvelles solutions de mobilité (transports en commun, covoiturage, transport à la demande, autopartage, vélo...). Par exemple, faire du covoiturage deux jours par semaine permet de réduire la facture de carburant d'un quart.
- Réduire sa facture de chauffage et d'électricité grâce au chèque énergie. Près de 6 millions de ménages toucheront entre 48 et 277 € selon les revenus et la taille du foyer.

■ Isoler son logement pour réduire sa facture. Par exemple, isoler ses combles est possible pour un euro grâce aux certificats d'économie d'énergie ; le crédit d'impôt de transition énergétique couvre 30 % des dépenses d'isolation des murs ou des planchers et les aides sont augmentées pour les ménages aux revenus modestes grâce aux aides de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) et au dispositif de l'écoprêt à taux zéro (éco-PTZ).

En savoir plus en consultant toutes les aides disponibles sur :

www.ecologique-solidaire.gouv.fr/prix-des-carburants-gouvernement-vous-accompagne

« Ce débat doit éclairer les décisions politiques pour faire évoluer la fiscalité environnementale afin qu'elle soit juste et efficace »

#GrandDébat

Ces aides restent néanmoins trop peu connues, parfois complexes et insuffisantes au regard du pouvoir d'achat de certains Français ou de leur capacité à financer des investissements, même rentables pour eux dans la durée.

Le grand débat national doit servir à mieux identifier les besoins et les attentes d'accompagnement des Français concernant l'isolation de leur logement, leur chauffage et leurs déplacements afin d'identifier les meilleures réponses locales ou nationales, qu'il s'agisse d'inventer des solutions nouvelles pour réduire le reste à charge et faciliter la vie ou d'améliorer les aides publiques existantes en les rendant plus compréhensibles, plus simples, plus efficaces et plus solidaires.

Ce débat sera également l'occasion de dégager un éclairage sur la manière de faire évoluer la fiscalité environnementale pour la rendre plus juste et efficace.

De manière générale, il s'agira de débattre des outils et solutions pour mieux mobiliser l'ensemble des citoyens, des collectivités, des entreprises, des syndicats, pour :

- Parvenir à zéro émissions nettes en 2050 (ne pas émettre plus de gaz à effet de serre que ce qui peut être absorbé par nos forêts et nos sols) tout en réduisant à moins de 50% la part de nucléaire dans la production d'électricité à échéance 2035.
- Améliorer la qualité de l'air que respirent nos concitoyens.
- Renforcer la solidarité entre les Français et entre les territoires.

Contribuer au débat

La transition écologique

#GrandDébat

01.

Quel est aujourd'hui pour vous le problème concret le plus important dans le domaine de l'environnement ? (1 seule réponse possible)

- | | |
|--|---|
| ☐ La pollution de l'air | ☐ Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse) |
| ☐ L'érosion du littoral | ☐ La biodiversité et la disparition de certaines espèces |
| ☐ Autres, précisez : | |

Il n'y a pas qu'un seul problème. C'est un tout. Il faut changer les comportements dans le monde.

02.

Que faudrait-il faire selon vous pour apporter des réponses à ce problème ?

Remettre en cause la mondialisation et accepter les changements de comportements. Il faut faire son introspection. Mener des actions en locales. Faire du covoiturage ou du transport en commun. Essayer de consommer circuit court. Modifier nos pratiques MAIS attention au pouvoir d'achat. Globalement, il faut penser la vie différemment. Acculturer les générations et les éduquer à la transformation des pratiques, du monde. Se libérer des lobbies. Les citoyens doivent être des influenceurs pour changer les pratiques. Agir à des niveaux macro et micro-économique. Remettre en cause la société de consommation

03.

Diriez-vous que votre vie quotidienne est aujourd'hui touchée par le changement climatique ?

☒ Oui ☐ Non

Si oui, de quelle manière votre vie quotidienne est-elle touchée par le changement climatique ?

Moins d'eau dans les rivières
Restrictions d'eau de plus en plus présentes l'été
Des sécheresses plus régulières
Des événements de plus en plus extrêmes
Disparition d'espèces animales

04. À titre personnel, pensez-vous pouvoir contribuer à protéger l'environnement ?

☒ Oui ☐ Non

Si oui, que faites-vous aujourd'hui pour protéger l'environnement et/ou que pourriez-vous faire ?

Plus de pesticide.
Moins utiliser sa voiture, marcher plus
Garder son eau pour de multiples usages
Baisser la température de son chauffage
Ne plus utiliser de produits transformés
Bien trier les déchets

05. Pensez-vous que vos actions en faveur de l'environnement peuvent vous permettre de faire des économies ?

☒ Oui ☐ Non

06. Qu'est-ce qui pourrait vous inciter à changer vos comportements comme par exemple mieux entretenir et régler votre chauffage, modifier votre manière de conduire ou renoncer à prendre votre véhicule pour de très petites distances ?

Les collectivités doivent servir de relais pour donner une dynamique locale, individuelle et collective
Faire des économies
Avoir une meilleure santé
Une question d'éthique
Financer ceux qui prennent leur vélo
Avoir une meilleure desserte des réseaux ferrés et du covoiturage

07. Quelles seraient pour vous les solutions les plus simples et les plus supportables sur un plan financier pour vous inciter à changer vos comportements ?

Il faut favoriser plutôt que de taxer. Favoriser le travail à la maison, la visioconférence.
Financer les transports en commun plutôt que le changement des véhicules

08. Par rapport à votre mode de chauffage actuel, pensez-vous qu'il existe des solutions alternatives plus écologiques ?

☒ Oui ☐ Non

Si oui, que faudrait-il faire pour vous convaincre ou vous aider à changer de mode de chauffage ?

Les panneaux solaires

09. Diriez-vous que vous connaissez les aides et dispositifs qui sont aujourd'hui proposés par l'État, les collectivités, les entreprises et les associations pour l'isolation et le chauffage des logements, et pour les déplacements ?

☐ Oui ☒ Non

10. Avez-vous pour vos déplacements quotidiens la possibilité de recourir à des solutions de mobilité alternatives à la voiture individuelle comme les transports en commun, le covoiturage, l'auto-partage, le transport à la demande, le vélo, etc. ?

☐ Oui ☒ Non ☐ Je n'utilise pas la voiture pour des déplacements quotidiens

Si oui, que faudrait-il faire pour vous convaincre ou vous aider à utiliser ces solutions alternatives ?

.....

.....

.....

Si non, quelles sont les solutions de mobilité alternatives que vous souhaiteriez pouvoir utiliser ?

☒ Les transports en commun ☒ Le covoiturage ☐ L'auto partage
☒ Le transport à la demande ☒ Le vélo ☐ Autres :

Et qui doit selon vous se charger de vous proposer ce type de solutions alternatives ?

.....

.....

.....

11. Pensez-vous que les taxes sur le diesel et sur l'essence peuvent permettre de modifier les comportements des utilisateurs ?

☒ Oui ☒ Non

12. À quoi les recettes liées aux taxes sur le diesel et l'essence doivent-elles avant tout servir ? (1 seule réponse possible)

- ☐ 3 À baisser d'autres impôts comme par exemple l'impôt sur le revenu ?
- ☐ 2 À financer des investissements en faveur du climat ?
- ☐ 1 À financer des aides pour accompagner les Français dans la transition écologique ?

13. Selon vous, la transition écologique doit être avant tout financée : (1 seule réponse possible)

- | | |
|---|--|
| ☒ 2 Par le budget général de l'État | ☐ 1 Par la fiscalité écologique |
| ☐ 3 Les deux | ☐ 4 Je ne sais pas |

La taxe écologique devrait être dédiée à l'écologie et pas au désendettement. Il faut sur ce sujet avoir une politique à grande échelle. Taxer par exemple les camions étrangers qui traversent la France. Quid des plus gros containers qui polluent plus à eux seuls que la France ?

14. Et qui doit être en priorité concerné par le financement de la transition écologique ? (Plusieurs réponses possibles)

- | | |
|---|---|
| ☐ Les entreprises | ☐ Les administrations |
| ☐ Les particuliers | ☒ Tout le monde |

15. Que faudrait-il faire pour protéger la biodiversité et le climat tout en maintenant des activités agricoles et industrielles compétitives par rapport à leurs concurrents étrangers, notamment européens ? (1 seule réponse possible)

- ☐ Cofinancer un plan d'investissement pour changer les modes de production
- ☐ Modifier les accords commerciaux
- ☐ Taxer les produits importés qui dégradent l'environnement

16. Que pourrait faire la France pour faire partager ses choix en matière d'environnement au niveau européen et international ? Donner l'exemple. Démontrer que cela marche. Proposer des choses faisables et acceptables par tous

17. Y a-t-il d'autres points sur la transition écologique sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?
